



Incidence des effectifs par classe sur la réussite scolaire des élèves du réseau d'enseignement secondaire de la Mairie d'Uvira

Martin Nyongolo, Paulin Mbecke

► To cite this version:

Martin Nyongolo, Paulin Mbecke. Incidence des effectifs par classe sur la réussite scolaire des élèves du réseau d'enseignement secondaire de la Mairie d'Uvira. *Revue Africaniste Inter-Disciplinaire – RAID*, Monange, 2020, pp.21-42. hal-02903315

HAL Id: hal-02903315

<https://hal-univ-rennes1.archives-ouvertes.fr/hal-02903315>

Submitted on 28 Jul 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Revue Africaniste Inter-Disciplinaire – RAID
Africanist Inter-Disciplinary Review – AIDR

Numéro spécial

Numéro 10
Number 10

Coordonné par :
Edited by:
Sariette et Paul BATIBONAK



© Monange

Yaoundé, www.monange.org

ISBN : 978-9956-655-30-4

- Juin 2020

- *Juin 2020*

Comité de lecture

Reading commitee

Paul BATIBONAK (CRÉDIS et S&D) ; Sariette BATIBONAK (CRÉDIS, S&D et UEC) ; Marc Antoine BATHA (CRÉDIS) ; Kévin DJINSU (Université de Yaoundé II) ; Patrice PAHIMI (École Normale Supérieure de Maroua) ; PANYA PADAMA (Université de Maroua) ; Josiane TOUSSÉ (Université de Yaoundé II) ; Jean-Christian YOUMBA (Université Catholique d'Afrique Centrale).

Comité scientifique

Scientific commitee

Pr François AKA-BÉDIA, Université d'Abidjan, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Pr Jean KEUTCHEU, Université de Dschang, Dschang, Cameroun.

Pr Raymond EBALE, Université de Yaoundé I, Yaoundé, Cameroun.

Pr Jacques CHATUÉ, Université de Dschang, Dschang, Cameroun.

Pr Luc MEBENGA TAMBA, Université de Yaoundé I, Yaoundé, Cameroun.

Pr Philémon MUAMBA, Université catholique du Congo, Kinshasa, République Démocratique du Congo.

Pr Nadine MACHIKOU, Université de Yaoundé II-Soa, Yaoundé, Cameroun.

Pr Jean NZHIÉ ENGONO, Université de Yaoundé I, Yaoundé, Cameroun.

Pr Herman TOUO, Université de Ngaoundéré, Ngaoundéré, Cameroun.

Pr Emmanuel KAM YOGO, Université de Douala, Douala, Cameroun.

Pr Gérard NGOUMTSA ANOU, Université de Perpignan-Via Domitia, Perpignan, France.

Pr Kalamba NSAPO, Faculté d'études interculturelles de Bruxelles et Université Per Ankh de la Renaissance, Belgique.

Pr Chandel EBALE MONEZE, Université de Yaoundé I, Yaoundé, Cameroun.

Sommaire

Éditorial : Faire d'une meilleure gouvernance des ressources un mode opératoire, Sariette et Paul BATIBONAK	13
Incidence des effectifs par classe sur la réussite scolaire des élèves du réseau d'enseignement secondaire de la Mairie d'Uvira, Martin NYONGOLO LUWAWA et Paulin MBECKE	21
Analyse des comportements langagiers des domestiques San dans les familles d'accueil Moose à Ouagadougou, au Burkina Faso, Wendnonga Gilbert KAFANDO et Cheick Félix Bobodo OUÉDRAOGO	45
Stress au travail et performances des Petites et Moyennes Entreprises (PME) à Douala au Cameroun, Élias NDONG	61
Accords de partenariat économique et déviances alimentaires des populations camerounaises : risques et impacts sur la production endogène, Alexandre NDJALLA	85
L'inflation des normes et institutions de paix et sécurité en Afrique : entre dynamique et dynamite sécuritaire, John Richard KEUDJEU DE KEUDJEU et Franck ELONG MBOULE	101
L'éco-socio-conception, une perspective d'évolution de l'éco-conception, Franck Fabrice NGOMA	123
Regards de terrain	146
Le rituel d'intronisation du kolo des Bavira (RD. Congo) : une lecture de la symbolique royale réinventée, Dunia Virgile-Elie SUMAILI et Batachoka Alphonse SHUKURU	147
Les déterminants de la pauvreté en territoire de Fizi, Bruce ASENDE BISHIBE, Julien WA'ABECHA MATANDIKO, Marcel SALA and Donald MBOBOTCHI EBUELA SUKU	171
Résumés de thèses	187
- André ENGUENE , Sciences économiques, Université de Yaoundé II, Yaoundé-Soa, Cameroun.	188
- Yvan ISSEKIN ESSOMO , Science politique, Université de Yaoundé II, Yaoundé-Soa, Cameroun.	192
Liste des auteurs	196
Annexes	198

Incidence des effectifs par classe sur la réussite scolaire des élèves du réseau d'enseignement secondaire de la Mairie d'Uvira

Impact of class sizes on the academic success of students in the secondary education network of Uvira City Council

Martin NYONGOLO LUWAWA

Institut Supérieur de Développement Rural d'Uvira, Sud-Kivu, République Démocratique du Congo et Université Évangélique du Cameroun, Cameroun.

Paulin MBECKE

Université du Moyen Lualaba, Sud-Kivu, République Démocratique du Congo.

Résumé

L'insuffisance des écoles secondaires en Mairie d'Uvira, entité administrative de la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo (RD Congo ou RDC), par rapport à sa population scolarisable du réseau d'enseignement secondaire, est à l'origine des classes pléthoriques dans celle-ci. En effet, pour une population de 58.660 jeunes scolarisables à l'enseignement secondaire en 2018, la Mairie d'Uvira disposait de 174 écoles au lieu de 196 à même de contenir celle-ci. Ainsi, les écoles se trouvent avec plus ou moins 80 élèves par salle de classe. Dans ces conditions, l'enseignement devient difficile voire impossible. Qu'en est-il de la réussite face à ces effectifs ? Pour répondre à cette question, utilisant la technique de régression linéaire sur un échantillon de 6 écoles du réseau catholique, cette étude a évalué le lien entre ces deux paramètres. Les résultats notent un lien parfaitement positif entre les effectifs d'élèves et la réussite scolaire avec un coefficient standardisé de 0,982 très proche de 1. Ainsi, toute augmentation d'un élève améliore la réussite de 0.96. Toutefois, ces réussites apparentes ne reflètent pas malheureusement la performance des élèves. En effet, le nombre élevé des réussites relève de la faiblesse de l'organisation des évaluations telles que rapportés par les enseignants enquêtés. Pour remédier à la situation, l'étude a proposé la pédagogie des grands groupes couplée avec l'organisation de tests de direction réunissant les inspecteurs, les

représentants des parents d'élèves et les directions d'écoles secondaires en Mairie d'Uvira.

Abstract

The plethoric classes in Uvira town hall are the consequences of insufficiency of secondary schools in this area compared to its school-age population. Indeed, for a population of 58.660 young people admitted to reach secondary schools in 2018, 174 schools instead of 196 were available. Thus, schools are with more or less 80 students per classroom. In these conditions, teaching becomes difficult or impossible. What about success with these numbers? To answer this question, using linear regression on a sample of 6 schools in the Catholic network, this study assessed the relationship between these two parameters. The results note a positive correlation between pupil numbers and academic achievement with a standardized coefficient of 0,982 very close to 1. Thus, any increase of a student improves the achievement of 0,96. However, these apparent successes unfortunately do not reflect student performance. Indeed, the high number of successes is due to the weakness of the organization of evaluations as reported by the teachers surveyed. To remedy the situation, the study has proposed the pedagogy of large groups coupled with the organization of leadership tests bringing together inspectors, representatives of parents of pupils and administrators of secondary schools in Uvira Town Hall.

Introduction

Existe-t-il un lien entre les effectifs en classe et la réussite scolaire ? Telle est la question récurrente de bien d'études portant sur l'évaluation des méthodes appropriées pour l'enseignement des classes pléthoriques. Est-elle opportune pour la Mairie d'Uvira ? Bien sûr. En effet, l'explosion démographique et l'insuffisance des écoles caractérisent le domaine éducatif dans la Mairie d'Uvira. Ainsi, pour une population de 58.660 jeunes scolarisables à l'enseignement secondaire en 2018 (Bureau de l'État Civil du territoire d'Uvira, 2018), l'on ne disposait que de 174 écoles (Inspection de pool d'Uvira, 2018) ; soit 12 écoles de moins sur les 196 exigibles conformément à la planification en RD Congo. Cette insuffisance explique pertinemment les chiffres pléthoriques des élèves dans les écoles de la Mairie d'Uvira, surtout celles concentrées au cœur de la ville.

Les résultats de pré-enquête réalisée ont démontré que la majorité des écoles secondaires de la Mairie d'Uvira dispose des classes surpeuplées avec plus ou moins 80 élèves par classe. Cette situation est

alarmante, car contraire aux normes pédagogiques en RD Congo. Celles-ci exigent pourtant un maximum de 50 élèves par classe dans le but de préserver la qualité de l'enseignement. Il est admissible qu'avec de telles classes, l'encadrement des élèves et la transmission de la connaissance et des savoirs deviennent difficiles voire impossibles (Paré-Kaboré et Gambre-Idany, 2014). Ainsi, les élèves éprouvent-ils de sérieux problèmes de compréhension et d'assimilation des leçons, car le climat d'enseignement, très régulièrement se retrouve caractérisé par la non-maîtrise de la classe par l'enseignant, conduisant inéluctablement à la distraction des apprenants.

Dans des conditions susmentionnées, il est prévisible que la qualité de l'enseignement soit reléguée au second rang au profit de la réalisation des gains qui anime les responsables des écoles secondaires de la Mairie d'Uvira. Les frais de scolarité étant à la charge totale des parents, disposer de beaucoup d'élèves devient alors le cheval de bataille et de mercantilisme exacerbé pour les responsables des écoles car, plus il y a d'élèves au sein de l'école, plus les recettes sont énormes. Ce propos a été confirmé par 40 enseignants et 5 chefs d'établissements de 8 écoles de la Mairie d'Uvira, à l'issue de la pré-enquête réalisée pour juger de la pertinence de cette étude. Il est donc impérieux de questionner l'influence des effectifs en classe sur la réussite scolaire surtout pour les classes pléthoriques ; c'est ce questionnement qui relève de l'objet de la présente étude.

Bien des chercheurs ne s'accordent pas sur l'influence des effectifs en classe sur la réussite scolaire. Certains soutiennent que la taille de la classe a un impact positif sur la réussite scolaire. Ainsi, moins la taille est grande, meilleure est la réussite (Angrist et Lavy, 1999). C'est dans cette perspective que Thomas Piketty (2004) affirme « qu'une réduction d'un élève par classe de la taille de CE1 conduit à une augmentation de 0,7 point du score obtenu par les élèves défavorisés aux évaluations de mathématiques de début de CE2 ». Cette affirmation relève des résultats de l'étude d'évaluation de l'impact de la taille des classes et de la ségrégation sociale sur la réussite scolaire dans les écoles françaises. Il conclut, grâce aux estimations statistiques réalisées, que la taille moyenne des classes de 21,9 en Zones d'éducation prioritaire (Zep), contre 23,3 hors Zep permettait de réduire d'environ 10% l'écart de réussite entre Zep et non-Zep. Cet écart pourrait être réduit de 40% si la taille d'une classe moyenne devenait de 18,0 en Zep et 24,2 hors Zep.

En 2010, l'Organisation pour la Coopération et le Développement en Europe (OCDE), étudiant et analysant les systèmes scolaires des pays

européens et des pays développés du monde, contredit les résultats précédents en concluant qu'il n'y a pas de lien entre effectif et réussite. En effet, les résultats empiriques des données de la France, de la Belgique et de l'Australie, révèlent que les établissements privés disposent des effectifs par classe, considérablement supérieurs à ceux des écoles de l'État, et ce sont eux qui réalisent les meilleures performances scolaires. Ces résultats sont corroborés par ceux du laboratoire des sciences de l'éducation de l'Université de Grenoble. Ils stipulent que la réussite scolaire ne dépend pas des effectifs en classe, mais bien au contraire de la qualité des professeurs, et des méthodes pédagogiques appliquées. Ces résultats ont été confirmés par les études de Meuret (2001), Valdenaire (2006), Bressoux et Lima (2010), attestant que les plus petites classes n'obtiennent pas toujours de meilleurs résultats. Hanushek et Raymond (2005) notent que la relation entre la taille et la réussite scolaire s'avère non significative à travers les résultats de 277 cas d'études sur les écoles de la France et des États-Unis où la taille de la classe est réduite.

Bien que contradictoires, ces études se différencient de la présente de par les effectifs de classes analysées qui ne dépassent pas 40. Dans le contexte de la Mairie d'Uvira, rappelons-le, les classes sont pléthoriques avec plus ou moins 80 élèves par classes. Dans ces conditions, la présente recherche postule que les effectifs des élèves par classe ont un effet négatif sur la réussite scolaire. Telle est l'hypothèse qui sera mise à l'épreuve par l'analyse des données qui seront collectées sur le terrain. La technique de régression linéaire simple sera exploitée, étant donné que les deux variables à mettre en relation sont toutes quantitatives. Le logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences) est utilisé pour faciliter les calculs et réduire les moindres erreurs qui pourraient éliminer domicile à la merci d'un traitement manuel de données. Précisons-le clairement, la réussite représente la variable dépendante (vd), pendant que les effectifs représentent la variable indépendante (vi). Les données collectées s'étendent sur une période de 17 ans, allant de 2001 à 2018, recueillies auprès de 6 écoles secondaires du réseau catholique de la Mairie d'Uvira, une entité administrative de la province du Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo. Ce choix se justifie par la disponibilité du palmarès et des résultats annuels des établissements sur la période susmentionnée. Ceci constitue également la limite de ce travail, car il serait souhaitable de disposer des données de réseaux confondus pour une meilleure analyse.

La présente recherche s'articule autour trois points. Le premier aborde les causes et les conséquences des classes pléthoriques dans les

écoles secondaires du réseau catholique de la Mairie d'Uvira. Le deuxième est consacré à l'analyse des résultats annuels de ces écoles. Le troisième consiste en la mise à l'épreuve du lien entre les effectifs en classe et la réussite de ces écoles, avec un seuil de 5% de marge d'erreur. Cet aspect fait recours à la technique de régression linéaire simple. En plus du pouvoir explicatif de la liaison entre les variables, cela permet de modéliser un phénomène du monde réel (Denis et Marion, 2003).

Les classes pléthoriques dans les écoles secondaires de la Mairie d'Uvira : causes et conséquences

Les écoles sont un cadre de formation, de transformation des élèves pour qu'ils soient utiles à eux-mêmes et à la société tout entière (Conseil Supérieur de l'éducation du Québec, 1993 : 1 ; UNICEF, 1996 : 22). À Émile Durkheim (1977 : 117) de préciser à ce sujet que « l'homme que l'éducation veut réaliser en nous, ce n'est pas l'homme tel que la nature l'a fait, mais tel que la société veut qu'il soit ». Pour atteindre ce but, les écoles doivent accomplir plusieurs tâches dont la principale consiste à offrir un environnement d'apprentissage propice favorisant l'acquisition de nouvelles connaissances (Dião, 2011 : 7). Les classes pléthoriques font l'objet de dissensions, dans la mesure où elles sont contraires aux normes pédagogiques en vigueur. À ce sujet, l'UNESCO limite la taille d'une classe entre 25 et 30 élèves (Ngo Kopla, 2012). Ce seuil est fortement conseillé pour toutes les écoles dans l'optique de permettre aux enseignants de faire participer tous les élèves au processus de leur formation, de traiter efficacement leurs lacunes et de faciliter une implémentation effective de l'approche par compétence tel que prônée par l'UNESCO. Toutefois, malheureusement, en Afrique et particulièrement en RD Congo, il est difficile de respecter ces normes, suite à la forte densité démographique. L'analyse des données récoltées dans la Mairie d'Uvira démontre que les classes sont constituées d'au moins 80 élèves. Rencontrés à ce sujet, les enseignants et responsables des écoles de cette Mairie ont relevé les raisons qui justifient cette surpopulation des élèves dans les salles de classe.

La forte démographie et le manque d'une bonne planification en matière d'éducation

La République Démocratique du Congo (RD Congo) est un pays à forte densité démographique (Roland, 2018). Cette démographie se présente comme un défi pour le secteur éducatif ; d'où une insuffisance d'institutions éducatives pour accueillir la population en besoin de formation. Malheureusement, cette situation délétère et précaire sévit

dans la Mairie d'Uvira. En effet, les écoles secondaires, constituant la cible de cette étude, sont insuffisantes pour contenir les effectifs admissibles au niveau du secondaire. Aux effectifs des nationaux, s'ajoutent ceux des ressortissants burundais qui apprécient bien les programmes de la RD Congo et préfèrent ainsi venir s'y former. Ils viennent en grand nombre surtout pour la formation en sciences infirmières. La recrudescence de l'insécurité qui sévit en milieux ruraux est également un facteur important qui explique l'accroissement de la démographie de la Mairie d'Uvira. De ce fait, les habitants des montagnes surplombant la Mairie s'obligent d'y élire domicile et y font étudier leurs enfants. La situation ci-haut décrite est normale, car l'éducation est un facteur de mobilité des populations. À ce sujet, Marc Pilon (2006 : 13) affirme : « De tout temps, dans toutes les sociétés, l'éducation a été et demeure un facteur de mobilité, de migration vers les villes notamment, et vers l'étranger ».

Aussi, faut-il ajouter que le déficit en écoles se justifie par l'absence de l'élaboration d'une planification adéquate en matière éducative par l'État congolais. En principe, le Gouvernement congolais, connaissant le taux de croissance de sa population, devrait mettre en place des mécanismes en faveur de la création des écoles, proportionnellement aux effectifs de la population scolarisable. Ce déficit prégnant des salles de classes confère (de manière tacite), aux chefs d'établissements, la liberté voire la légitimité de recruter autant d'élèves que possible selon leur bon vouloir. Ce phénomène se constate en dépit des normes en vigueur, lesquelles visent à restreindre les effectifs des classes. Il paraît donc contradictoire, de limiter les effectifs par des arrêtés ministériels sans toutefois construire de nouvelles écoles, ou de nouvelles salles de classe devant abriter les apprenants. Un regard inquisiteur sur la ligne budgétaire allouée à l'éducation, démontre clairement que l'éducation ne constitue pas une priorité pour l'homme politique congolais. D'ailleurs, le secteur public de l'éducation en RD Congo est sous-financé par rapport à la plupart des autres pays de la région avec un taux d'exécution budgétaire de 1,8% du Produit intérieur brut (PIB) pendant que la moyenne des pays de l'Afrique Subsaharienne est de 4,6% du PIB. Ce fait place la RD Congo parmi les pays ayant des secteurs d'éducation les plus faiblement financés. La littérature sur le financement du secteur éducatif en RD Congo démontre d'ailleurs que jusqu'en 2015, ce secteur était financé en grande partie par les ménages à hauteur de 73% ; la part de l'État étant de 23%, et 4% de bailleurs de fonds étrangers (Groupe de la Banque mondiale, 2015).

L'absence d'une planification appropriée et bien élaborée en matière d'éducation en RD Congo est flagamment perceptible au niveau de la fragmentation de la gouvernance du secteur de l'éducation (Groupe de la banque mondiale, Ibid.). En effet, trois principaux ministères se partagent la responsabilité de l'éducation en RD Congo : le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Initiation à la Nouvelle Citoyenneté, le Ministère de l'Enseignement Technique et Professionnel et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire. Au niveau national, la division des responsabilités n'est pas suffisamment claire en ce qui concerne l'Enseignement Technique et la Formation Professionnelle, les institutions dans ce domaine étant dispersées dans les trois ministères. De plus, au niveau territorial, il manque une coordination entre les Ministères Provinciaux, censés gérer la globalité du système scolaire dans les provinces, et les Comités nationaux de coordination chargés de coordonner les écoles conventionnées et dépendant directement du niveau national. Ce manque d'alignement complique la tâche des Ministères provinciaux en matière de coordination et de développement équitable du secteur dans leurs domaines de compétence.

Allez-y comprendre que ne pas rendre l'éducation performante constitue un manque à gagner énorme et un danger majeur pour la RD Congo qui contient un important effectif de jeunes qui doivent bénéficier d'un enseignement de qualité pour être utiles à la nation et à eux-mêmes. En effet, cette démographie, majoritairement constituée des jeunes dont dispose la RD Congo, est un potentiel majeur susceptible de rapporter des dividendes au pays sur plusieurs dimensions, à travers les loyaux services qu'ils sont appelés à rendre dans l'avenir, une fois bien formés. Mal formés, ces jeunes se voueront à la corruption, au vol et à tant d'autres antivaleurs, car non compétitifs et incompetents à se doter d'un travail décent. Qu'en est-il de leur enrôlement dans les groupes armés locaux et étrangers et leur contribution à la perturbation de la quiétude et la paix des citoyens congolais ? Concluons ce point en affirmant que l'éducation est l'un des secteurs poumon qui contribuent au développement d'une nation en paraphrasant Steve Mbikayi Mabuluki (2018 : ix) qui précise : « Il est communément reconnu que l'éducation est l'un des services publics les plus importants et sa qualité a une influence significative sur le niveau de développement et l'évolution d'une nation. Seule l'éducation peut donner à un pays les compétences dont il a besoin pour asseoir durablement la croissance de son économie ».

La recherche de gain par certains responsables et la couverture des frais de fonctionnement

En RD Congo, comme sus-évoqué, les parents contribuent à la formation de leurs enfants admis aux écoles secondaires par le paiement d'une prime d'encouragement aux enseignants, fixée au début de chaque année de commun accord entre eux et les écoles. Par conséquent, disposer de nombreux élèves est un moyen pour accroître les recettes de l'école. Les enquêtés ont démontré que les écoles secondaires ne reçoivent rien de l'État comme frais de fonctionnement. Ce ne sont que les écoles primaires qui reçoivent une somme forfaitaire mensuelle de quarante-cinq mille Francs congolais (CDF 45.000), quelle que soit la taille de l'établissement scolaire. Cette faible subvention rend difficile la couverture totale des besoins, ainsi que la prise en charge du fonctionnement des établissements scolaires. Pour cette raison, les responsables des écoles secondaires de la Mairie d'Uvira se permettent de recruter plus d'élèves que prévu par la réglementation en vigueur, et selon les instructions des autorités de tutelle, au motif de couvrir ces dépenses.

Afin de participer au respect des normes établies, les autorités de tutelle ont recommandé à certains responsables d'établissement de procéder au dédoublement de certaines classes surpeuplées (3^{ème}, 4^{ème} et 5^{ème} années), afin d'aérer les classes et d'alléger la tâche des enseignants. Cependant, sur le terrain, il a été relevé que ce dédoublement est purement d'ordre théorique car, ils fusionnent ces classes dédoublées pour en faire une seule. En effet, le dédoublement des classes accroît les dépenses, car il faut recruter des enseignants supplémentaires ainsi que les frais des fournitures scolaires. Dans les faits, deux classes dédoublées nécessitent la présence de 6 enseignants à raison de 1,5 par classe, or, le fait de fusionner les classes leur permet de réduire les charges de 1,5 enseignant, des matériels et fournitures scolaires pour la classe supprimée, et permettant de ce fait, d'économiser et de gagner les mêmes recettes. Malencontreusement, ces recettes ne sont pas toujours utilisées au motif pour lequel elles ont été perçues. Elles sont, en grande partie, consommées par les seuls responsables des écoles, au détriment des enseignants, principaux acteurs de production de ces revenus.

La recherche de fonds pour payer les enseignants non pris en charge par l'État

Bien que déficitaire sur plusieurs plans, l'État congolais contribue à la rémunération des enseignants, aussi petite soit-elle. Pour bénéficier de cette rémunération, l'enseignant doit être mécanisé et programmé pour

la paie par le service financier du Gouvernement congolais. Ce processus prend du temps en RD Congo. Dès lors, la mécanisation est de la responsabilité du ministère de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel pendant que la paie relève du ministère des finances. La bureaucratie et les vieilles méthodes de traitement majoritairement manuelles sont les éléments qui justifient cette situation. Les enseignants nouvellement recrutés peuvent exercer pendant plus de 5 ans sans être payés par l'État. Les autorités des écoles secondaires échantillonnées dans le cadre de cette étude ont reconnu disposer des enseignants qui ont plus de 8 ans sans être pris en charge par le gouvernement congolais ; et ce, en dépit des rappels réalisés auprès de l'autorité compétente, ainsi que des recensements répétés qui s'opèrent chaque année par le Service de contrôle et de la paie des enseignants (SECOPE). Et au bout du compte, la minorité qui parvient à être payée, ne reçoit pas de rappel des salaires pour tous les mois précédemment prestés.

Les enseignants nouvellement recrutés et non intégrés constituent la grande partie du corps enseignant. Ils sont estimés en moyenne à 65%. Dans ces conditions, ils sont payés par la prime des parents. Cette prime est le dividende des recettes perçues par le nombre des ressources humaines de l'école. Celle-ci est fonction des recettes perçues auprès des élèves. *Ceteris paribus*, à nombre élevé d'élèves, recettes élevées, la prime aussi. Ainsi, s'il faut respecter la taille fixée par l'autorité de tutelle, les recettes à percevoir seront limitées et par conséquent, les écoles fonctionneraient avec des enseignants moins performants. D'ailleurs, Uvira a connu des difficultés de ce genre vers les années 1991-1997, période durant laquelle les ressources compétentes se faisaient recruter dans les pays voisins (Burundi et Rwanda) à la recherche d'un bon traitement. En effet, durant cette période, en RD Congo, le salaire de l'enseignant variait entre deux et cinq dollars américains. Ainsi, pour préserver la qualité de l'enseignement tout en conservant les enseignants performants, les responsables s'obligent à outrepasser les limites étatiques en ce qui concerne les effectifs en classe.

La modicité de salaires susmentionnée est la cause de l'instauration du système de la prime. En effet, c'est depuis le milieu des années 1980 que l'État congolais s'est détaché progressivement de ses charges constitutionnelles, atteignant le paroxysme en 1992 (Nyaluma, 2012). Cette année-là, la grève des enseignants déboucha à une année blanche sans pour autant faire fléchir la volonté du Gouvernement. Au Sud-Kivu, l'année qui a suivi, le syndicat des enseignants s'est réuni avec l'association des parents. De cette rencontre est né un protocole aux termes duquel les parents se sont engagés de manière exceptionnelle à

prendre en charge le paiement des enseignants juste pour permettre la reprise de l'année. Cette mesure provisoire s'est non seulement maintenue sur plusieurs années mais en plus, elle s'est étendue sur l'ensemble du pays. Elle sera finalement avalisée par l'État qui abandonna toutes les charges liées à l'enseignement public aux parents. Cette mesure venait d'être bannie par la promulgation de la gratuité des frais scolaires par le Président de la RD Congo au cours de cette année scolaire 2019. Il faut signaler que cette mesure produit déjà des conséquences sur les effectifs en classes dans les écoles secondaires étatiques, où on observe leur accroissement spectaculaire. Ainsi, cette mesure bien qu'appréciée par les parents contribuera à grande échelle à l'appauvrissement de la qualité de l'enseignement en RD Congo, si elle n'est pas accompagnée par des mécanismes de création des écoles secondaires à même de couvrir la démographie scolarisable sur toute l'étendue du pays, ou encore, l'élaboration des stratégies efficaces d'enseignement pour des classes pléthoriques.

Le nombre limité des écoles rassurant la qualité de l'enseignement dans la ville d'Uvira

Bien que d'autres facteurs puissent influencer les parents dans le choix d'une école de formation pour leurs enfants, il est pertinent de relever que la qualité reste le critère prépondérant de prédilection. La Mairie d'Uvira dispose des écoles privées, publiques et conventionnées, gérées par les églises. Les écoles conventionnées catholiques semblent être bien appréciées par les parents que d'autres écoles dans cette ville. Cela se laisse voir par l'effectif élevé des élèves non catholiques dans ces écoles et représentant un taux moyen de 60% durant les cinq dernières années. Chez les catholiques semble-t-il, la discipline, le respect des programmes, les relations parents d'élèves et l'école, y sont encore observés. La corruption y est prohibée et combattue vigoureusement ; la formation y est donc au centre des préoccupations des enseignants et des dirigeants des écoles. Cela ne s'observe pas dans la plupart d'autres écoles de la Mairie d'Uvira où les antivaleurs ont élu domicile. Ces écoles sont alors très prisées et se trouvent très généralement dans l'obligation de recruter les élèves en surnombre, ce au détriment du seuil fixé par les institutions de tutelle en charge de l'éducation. Il va sans dire que les responsables de ces écoles agissent de la sorte, suite aux recommandations formulées par les parents lors des réunions de rentrée scolaire et des différentes commissions de l'Église. Ils plaident ainsi dans le souci d'offrir un bon encadrement à la jeunesse. Bien que cette enquête n'ait pas profondément étudié cette situation dans les autres écoles, les faits démontrent à suffisance que cette pratique est la même dans ces

écoles de la Mairie d'Uvira, prônant la qualité comme mode de fonctionnement. Il serait prématuré de confirmer que c'est simplement chez les catholiques que la qualité est observée. Il existe, dans la Mairie d'Uvira, des écoles étatiques, privées et conventionnées qui font aussi de la qualité leur cheval de bataille.

Eu égard aux pressions parentales, la recrudescence des flux migratoires, se traduisant par la forte densité démographique des jeunes scolarisables dans la Mairie d'Uvira, ces écoles, réputées pour leurs disciplines et pour leur rigueur, courent un grand risque à l'avenir, de reléguer le standard de qualité au second rang. En effet, les sollicitations se multiplieront pour accroître les effectifs des élèves et les conditions d'enseignement deviendront difficiles. Et par conséquent, les antivaieurs prendront une place de choix. Ce faisant, la mauvaise qualité de l'enseignement dans d'autres écoles doit être leur préoccupation majeure. Pour cela, elles doivent nouer des partenariats avec ces écoles, sous l'encadrement des autorités politico-administratives de la ville, dans le but non seulement d'échanges d'expériences, mais aussi de conscientisation pour l'adoption d'une culture de qualité. Elle doit aussi élire domicile dans les autres écoles pour leur stabilité. L'implication des autorités politico-administratives de la ville est importante dans la mesure où celles-ci doivent jouer le rôle régulateur du secteur, car, dit-on, le changement doit partir de la base vers le sommet. La ville n'attendra pas toujours les autorités de Kinshasa pour agir afin de protéger ce secteur qui constitue le moteur du développement d'une nation (Madana, 2006). À cet effet, le Professeur Pascal Masilia Mulungula (2019) rappelle que « pour détruire une nation, la guerre ne sert pas à grand-chose. Il suffit, pour ce faire, de s'attaquer à son système éducatif pour que, en quelques années, la Nation tout entière soit dépourvue de bons juristes, médecins, enseignants, politiciens et militaires ». Ce rappel est réalisé à travers une lettre que le précité adresse en date du 01 août 2019, à la Présidence du pays pour exhorter cette institution à s'impliquer davantage dans la politique éducative, afin de mettre fin au libertinage qui sévit dans le secteur éducatif de manière à éviter le dysfonctionnement de tous les secteurs par manque des ressources humaines bien formées et compétentes, aux valeurs morales, éthiques et déontologies appropriées.

Évolution des résultats scolaires des écoles de la Mairie d'Uvira

Cette section présente les résultats annuels des écoles étudiées pour la période de 2001 à 2018, soit pendant 17 ans. Elle examine, à l'aide des graphiques et des paramètres statistiques, l'évolution des

performances scolaires réalisées par les élèves de ces écoles, en termes de réussites. Le tableau ci-dessous présente les résultats scolaires obtenus par les élèves de 6 écoles concernées par cette étude entre 2001 et 2018.

Années scolaires	Effectifs	Réussites	%
2000-2001	3.013	2.218	74%
2001-2002	3.413	2.557	75%
2002-2003	3.579	2.652	74%
2003-2004	3.767	2.776	74%
2004-2005	3.773	2.643	70%
2005-2006	3.521	2.816	80%
2006-2007	3.846	3.205	83%
2007-2008	3.708	3.023	82%
2008-2009	4.023	3.147	78%
2009-2010	4.063	3.167	78%
2010-2011	4.166	3.333	80%
2011-2012	4.264	3.213	75%
2012-2013	4.092	3.276	80%
2013-2014	4.859	3.816	79%
2014-2015	5.369	4.308	80%
2015-2016	4.579	3.721	81%
2016-2017	4.965	4.219	85%
2017-2018	5.276	4.467	85%
Moyenne	4.126	3.253	78%
Écart-type			616,70

Figure 1 : Réussites scolaires. Source : Palmarès des Écoles Conventionnées Catholiques de la Coordination Diocésaine d'Uvira de 2001-2018.

La lecture du tableau ci-dessus démontre clairement que les 6 écoles ont atteint des résultats performants avec une moyenne de 78%, avec un écart-type de 616,70, inférieur à 50% de la moyenne (3.253), la performance, en termes de réussite au sein de ces écoles, est homogène ; bien entendu l'écart-type étant l'écart moyen à la moyenne pour tous les individus (ici les élèves de toutes ces écoles). Ainsi, si celui-ci est faible, les individus formulent des réponses similaires. Dans le cas contraire, les variations sont fortes dans la population étudiée.

Comme l'illustre le graphique ci-dessous (figure 2), l'évolution de la réussite suit une courbe en dents de scie avec une alternance des pentes ascendantes et descendantes. Toutefois, la réussite sur ce graphique peut être répartie en trois périodes différentes dont la première va de 2000 à 2007, avec une moyenne de 76%, la deuxième de 2008 à 2013, avec une moyenne de 79%, et la dernière de 2014 à 2018, avec une moyenne de 82%. Regroupée en ces périodes, la réussite suit alors une évolution ascendante. En effet, il est compréhensible que la première période accuse un taux de réussite moins élevé que les autres. Elle correspond à la période de turbulences sécuritaires dans la province du

Sud-Kivu. La psychose produite par les conflits armés a négativement affecté tous les secteurs de la société. Les ménages dorment sans espoir de voir le jour prochain. Le vol à mains armées, les tueries, les violences sexuelles devenaient monnaie courante. Dans cet état, les élèves comme les enseignants ont éprouvé des difficultés de concentration. D'ailleurs, les enseignants sont démotivés car mal payés, la prime étant insuffisante pour couvrir leurs besoins. La situation s'améliorera au cours de deux périodes suivantes, conséquence de l'amélioration de la situation sécuritaire à la Mairie d'Uvira, la prime aussi.

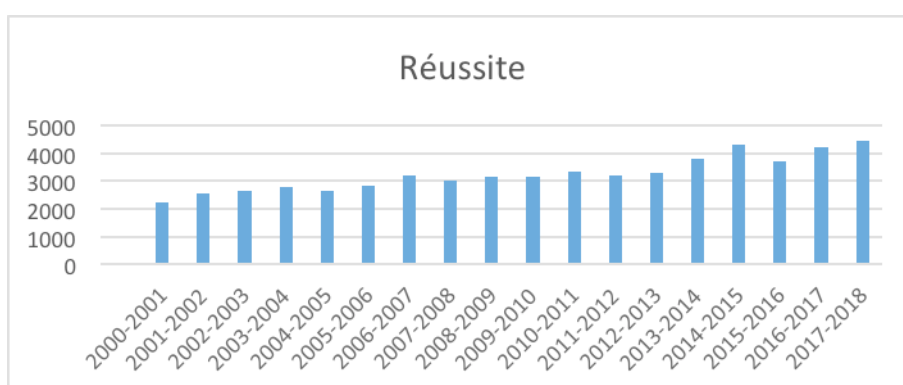


Figure 2 : Évolution réussite scolaire. Source : Palmarès des Écoles Conventionnées Catholiques de la Coordination Diocésaine d'Uvira de 2001-2018.

Évaluation du couple effectifs-réussites en Mairie d'Uvira

Cette partie du travail, grâce à la méthode de moindres carrés ordinaires (MCO), présente les résultats de la régression linéaire entre les deux variables préalablement définies : effectif et réussite scolaire. La régression par les MCO permet d'estimer les coefficients d'une régression linéaire multivariée en minimisant la somme des carrés des résidus (Estelle, 2005 : 28). En effet, l'effectif est la variable explicative, la réussite scolaire étant la variable expliquée. L'évaluation consiste à vérifier s'il existe un lien de causalité des effectifs sur la réussite scolaire. Les résultats obtenus l'ont été à l'aide du logiciel SPSS.

Évaluation de la pertinence du modèle de régression

Dans une analyse de régression linéaire, il est fortement recommandé de vérifier, en premier lieu, si le modèle avec prédicteur explique significativement la fluctuation de la variable dépendante qu'un modèle sans prédicteur. Ceci est important pour corroborer l'hypothèse nulle qui postule l'inexistence de relation entre l'effectif et la réussite

scolaire. Pour prendre cette décision, il faut interpréter les résultats du tableau ANOVA ci-dessous.

Modèle	Somme des carrés	Ddl	Moyenne des carrés	D	Sig.
Régression	11.774.282,625	1	11.774.282,625	2.814,720	0,000
Résidu	443.409,671	106	4.183,110		
Total	12.217.692,296	107			

Figure 3 : ANOVA. Source : SPSS sur base de données sur la réussite scolaire.

Comme le montre le tableau ci-haut (figure 3), les sommes des carrés et les carrés moyens qui servent au calcul de la valeur de F permettent de statuer sur l'existence d'une corrélation entre les variables étudiées. Cette valeur fournie automatiquement par le logiciel SPSS est reprise dans la colonne D. Ainsi, le F calculé (2.814,720), statistiquement très significatif (Sig. : 0,000), permet de conclure à l'existence d'une relation entre l'effectif et la réussite scolaire. Comme telle, l'hypothèse nulle formulée est rejetée. Le tableau suivant (figure 4), démontre qu'il existe un lien entre les deux paramètres d'étude.

Toutefois, la réussite ne s'explique pas exclusivement par les effectifs ; ceci est perceptible par la valeur de la somme des carrés des résidus (443.409,67) qui est différente de 0. Certainement, d'autres facteurs concourent à la réussite académique, à savoir : le suivi des parents, la qualité de l'enseignant, l'environnement social de l'élève, etc.

Évaluation de l'ajustement des données au modèle de régression

L'existence de la relation entre ces deux variables étant corroborée par le test F, il est nécessaire de mesurer le degré de la variabilité des effectifs sur la réussite scolaire et de statuer sur la corrélation entre les deux variables. Pour y parvenir, il est utile de disposer des valeurs du coefficient de corrélation linéaire (R) et du coefficient de détermination (R^2). Le tableau ci-après (figure 4) reprend les valeurs de ces deux coefficients qui ont été fournies par le logiciel SPSS.

Modèle	R	R-deux	R-deux ajusté
1	0,982 ^a	0,964	0,963
a. Valeurs prédites : (constantes), effectif			
b. Variable dépendante : réussite			

Figure 4 : Récapitulatif des modèles ^b. Source : SPSS sur base de données sur la réussite scolaire.

Dans ce tableau, le coefficient de corrélation linéaire est de 98,2%, une valeur qui s'approche de 100%. Parfaitement, les effectifs expliquent la réussite. L'augmentation d'un élève impliquerait une amélioration de la réussite de 0,96. En d'autres termes, l'effectif peut expliquer près de 96,4% de la variation de la réussite scolaire.

Analyse des paramètres du modèle

À l'aide du tableau ci-dessous (figure 5), il est possible de déterminer si l'incidence est positive ou non entre la variable « effectif » et celle de réussite scolaire. En effet, les valeurs reprises dans ce tableau permettent de construire l'équation mettant en relation les deux variables.

Modèle	Coefficients non standardisés		Coefficients standardisés	T	Sig.
	A	Erreur standard	Bêta		
(Constante)	-4,269	12,034		0-,355	0,723
Effectif	0,795	0,015	0,982	53,054	0,000

Figure 5 : Coefficients du modèle. Source : SPSS sur base de données sur la réussite scolaire.

Cette équation est donnée par :

$$reussite = 0.795 \text{ effectif} - 4.269$$

Déjà avec une pente de 0,795, il est admissible que l'effectif influence positivement la réussite. Ainsi, toute augmentation d'un élève en classe améliore la réussite scolaire. Cette corrélation est parfaite car la valeur du coefficient standardisé (0,982) s'approche de 1. En analysant cette équation, il apparaît clairement que, moins sont les élèves, mauvaise sera la réussite. Avec ce modèle, les classes pléthoriques favorisent la réussite.

Rencontrés à ce sujet, les enseignants des écoles secondaires de la Mairie d'Uvira qualifient les réussites enregistrées d'apparentes, car elles ne reflètent malheureusement pas la performance des élèves. En effet, le nombre élevé des réussites relève de la faiblesse de l'organisation des évaluations. Dans la majorité de cas, les enseignants éprouvent des difficultés à bien surveiller les élèves lors des évaluations (interrogations et examens). Les élèves profitent de cette faiblesse pour tricher et collaborer. Ils obtiennent, à la merci de la tricherie, de bons résultats scolaires. Aussi faut-il ajouter que les enseignants, face à des classes pléthoriques, préfèrent des travaux en groupes pour disposer de moins des copies à corriger. Dans pareilles conditions, ces devoirs sont soit

travaillés par une petite catégorie d'élèves et/ou soit encore par les grands frères d'élèves qui sont des enseignants dans d'autres écoles secondaires que l'école de ceux-ci. Cette pratique favorise alors des réussites de masse (effet plafond). Les enseignants précisent dans ce même ordre d'idée que, bien qu'individuel, le devoir à domicile est travaillé simplement par une petite catégorie d'élèves qui livrent leurs travaux aux autres élèves, car les questions sont identiques. En complément des devoirs, des interrogations et examens sont organisés. Les enseignants privilégient les questions à choix multiples lors de ces évaluations. Cette méthode favorise la collaboration entre les élèves au prix de la facilité de la correction. Les questions à choix multiples permettent aux enseignants de se faire aider durant la correction par leurs épouses et leurs enfants qui savent lire et écrire. Enfin, les élèves étant devenus les déterminants des recettes pour les écoles, des fantaisies dans la cotation élisent domicile dans le chef de certains enseignants dans l'optique de maintenir des effectifs élevés.

Malgré les résultats de la régression, les classes pléthoriques demeurent un danger majeur pour la qualité de l'enseignement des écoles secondaires de la Mairie d'Uvira. Faut-il les combattre ? Est-il possible de les éradiquer dans ce contexte démographique de plus en plus grandissant dans la Mairie d'Uvira ? Le Gouvernement actuel de la RD Congo est-il à même de contribuer à limiter le cas des écoles pléthoriques afin de préserver la qualité de l'enseignement dans les écoles secondaires de la Maire d'Uvira ? Ces interrogations ont leur place dans cette étude et méritent des réponses formulées en termes de propositions des stratégies d'amélioration de la qualité de l'enseignement sous contrainte des classes pléthoriques.

Il est impossible de résoudre la question des classes pléthoriques à la Mairie d'Uvira à court terme car la solution demanderait au Gouvernement des investissements importants pourtant déjà déficitaires en la matière depuis des années. Il est incapable de doter les écoles actuelles des frais de fonctionnement et de prendre en charge la totalité de leurs enseignants qui sont supportés par les parents. D'ailleurs, le salaire mis à la disposition des enseignants est médiocre, ne permettant pas aux enseignants de couvrir leurs besoins essentiels, 180.000 CDF soit 112.5 USD pour un ménage d'au moins 6 personnes. Face à cette situation, l'expérimentation de la pédagogie de grands groupes est une des solutions envisageables et opportunes. En effet, les effectifs de classe en Mairie d'Uvira continueront à accroître comme c'est le cas dans la

majorité des pays en voie de développement en général et de l'Afrique en particulier. À ce sujet, Abou Fofana (2011 : 55) précise que « cette tendance reste sans cesse soutenue par les politiques éducatives mondiales qui prônent la scolarisation à 100% ». Les classes pléthoriques sont donc fatales. Une série de questions mérite d'être posée quant à la pédagogie de grands groupes. Qu'est-ce que la pédagogie des grands groupes ? Comment fonctionne-t-elle ? Comment peut-elle être implémentée dans l'enseignement des écoles secondaires de la Mairie d'Uvira ?

La pédagogie des grands groupes est l'art ou la science d'enseigner à des grands groupes. Elle rassemble les méthodes et pratiques d'enseignement et toutes les qualités requises pour l'acquisition d'un savoir, d'un savoir-faire ou d'un savoir être pour les classes ou auditoriums pléthoriques (Konsebo et Sylla, 2015 : 4). En effet, les grands groupes sont considérés comme des classes à effectifs dépassant le seuil fixé par les normes pédagogiques d'un système éducatif par classe (Anzieu et Martin, 1997 ; Dioum, 1995). Cette définition est valable lorsqu'on considère l'élève comme le seul critère. David Ngamassu (2005 : 4) indique par contre que « d'autres éléments doivent être pris en compte, notamment les moyens matériels, la formation des enseignants, la motivation des élèves, l'adéquation des outils méthodologiques, etc. ». Et, à De Peretti (1987 : 33) de compléter que : « La notion de grand groupe est si complexe qu'il n'est pas satisfaisant de se fonder sur la seule variable quantitative pour la cerner. Outre le nombre, il importe, si on veut définir le grand groupe, de considérer bien d'autres variables : l'âge et le niveau des élèves, la matière enseignée, les conditions d'enseignement ». Malgré les facteurs sus-évoqués, l'élève reste l'agent principal. Tel est le postulat de la pédagogie de grands groupes qui repose sur la responsabilité de l'élève dans l'action didactique. Elle est une pédagogie active. Dans ce courant, les élèves sont invités à argumenter, expliciter, clarifier, évaluer, proposer, poser des questions, répondre aux questions des autres, suggérer des solutions, etc., au même niveau didactique que l'enseignant. Dans un groupe d'apprentissage, chacun des membres peut avoir une perception individualisée de soi-même et de l'autre grâce aux échanges interindividuels entre l'enseignant et les élèves et entre les élèves eux-mêmes.

La mise en œuvre de la pédagogie des grands groupes demande une préparation et des adaptations en fonction des disciplines inscrites dans un *curriculum* d'enseignement. Effectivement, les techniques d'enseignement dans les grands groupes reposent sur le découpage du

grand groupe en petits groupes, la désignation d'un tuteur dans chaque groupe et la flexibilité dans l'organisation du temps et de l'espace d'enseignement. La structure actuelle de l'enseignement du secondaire en Mairie d'Uvira dispose des atouts majeurs pour l'implémentation de cette pédagogie. Les enseignements sont réalisés par des enseignants, supervisés dans les écoles par les proviseurs et/ou préfets d'études et de l'extérieur, par les inspecteurs de chaque discipline ayant déjà reçu des formations sur cette approche d'enseignement. Un travail regroupant les professeurs par discipline sous l'accompagnement des inspecteurs est donc nécessaire. Il doit être précédé des séances de formations des enseignants sur la pédagogie des grands groupes. Ce travail visera à déterminer pratiquement les techniques qu'il faudra pour assoir cette approche, bien entendu sur base de données réelles de chaque école.

En dehors de l'application de la pédagogie des grands groupes, les directions des écoles en collaboration avec les inspecteurs de l'enseignement du secondaire en Mairie d'Uvira se donneraient la tâche d'organiser des tests d'évaluation à la fin de chaque période pour apprécier la performance des élèves. Ces tests sont des outils efficaces pour contrôler à la fois, les notes attribuées par les enseignants aux élèves et pour stimuler les enseignants à être sérieux lors des évaluations. Les résultats de ces tests permettront de tirer des leçons appropriées pour établir une discipline chez les enseignants, au sujet du respect des instructions scolaires en RD Congo au chapitre des évaluations. En effet, ce comité d'évaluation qui devra inclure les parents, organisera des séances avec des enseignants pour des remarques surtout lorsque leurs côtes ne reflètent pas le niveau des élèves. Au cours de ces séances, des réflexions sur l'adaptabilité des méthodes d'enseignement et d'évaluation doivent être faites. La Direction de l'école supervisera alors l'applicabilité des mesures prises à la suite de ces séances. Aussi, les élèves pourront-ils être rencontrés une fois le mois par le comité d'évaluation non seulement pour s'assurer de l'applicabilité des mesures ci-haut dites, mais aussi pour récolter leurs appréciations et difficultés éventuelles. Les résultats des évaluations seront partagés avec les parents d'élèves afin de susciter en eux l'intérêt de suivre efficacement la formation de leurs enfants. Ils doivent s'occuper de l'encadrement de leurs enfants après les cours. Ceci est important car il s'observe, depuis un temps, un laisser-aller au niveau des parents qui pensent qu'ils sont simplement tenus de ne payer que les frais de scolarité de leurs enfants. C'est bien dommage que la majorité des parents apprécie la réussite

sans vouloir contribuer à la performance scolaire de leurs enfants, pourtant ceux-ci supportent mal l'échec. C'est pourquoi ils doivent être sensibilisés davantage afin de s'approprier la formation de leurs enfants. Le schéma ci-après (figure 6) illustre comment l'on peut susciter l'attention des parents, des inspecteurs des écoles secondaires, des responsables des écoles, des enseignants et des élèves et réussir la qualité de l'enseignement avec les classes pléthoriques.

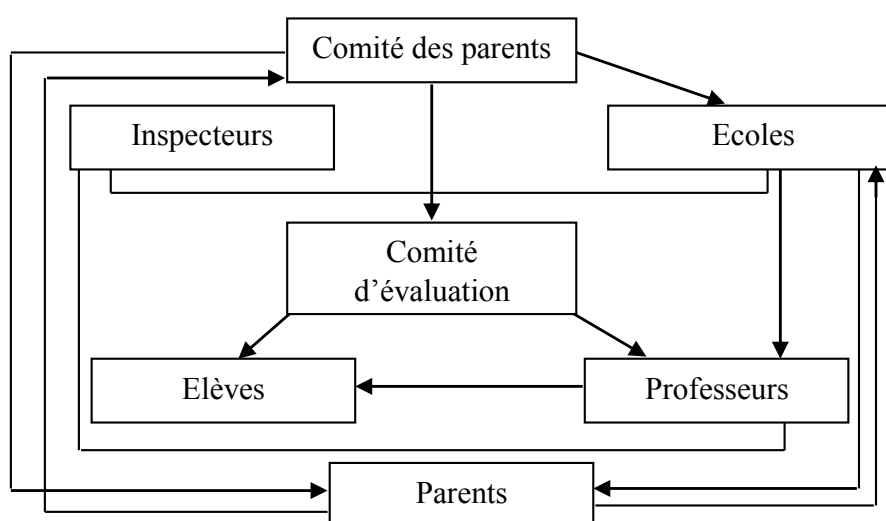


Figure 6 : Renforcement de la qualité de l'enseignement dans le contexte des classes pléthoriques. Source : Notre conception.

Conclusion

Les classes à effectifs élevés dans les écoles secondaires sont combattues par les systèmes éducatifs de plus d'un pays dans le monde. C'est pour cette raison qu'en RD Congo, les effectifs sont limités à 50 élèves au maximum pour les écoles secondaires. Cette limite semble élevée par rapport à la prescription des normes de l'UNESCO qui fixe à 30 élèves, l'effectif total de chaque classe. Les classes pléthoriques sont de ce fait prohibées parce qu'elles n'offrent pas un climat favorable à la formation des jeunes, futures élites et agents de développement.

Toutefois, les résultats de la présente étude sont surprenants. En effet, ils sont issus de l'examen de la régression linéaire entre les effectifs et la réussite scolaire des écoles secondaires de la Mairie d'Uvira, entité

située en province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Six écoles du réseau catholique, choisies pour des raisons de disponibilité des données sur une période de 17 ans, notamment de 2001 à 2018, ont servi d'expérimentation à cette étude. Avec la méthode des moindres carrés ordinaires, il s'est avéré qu'il existe un lien positif entre la réussite et les effectifs avec une pente de 0.795 comme le reprend l'équation de régression linéaire ($reussite = 0.795 \text{ effectif} - 4.269$) avec un coefficient standardisé de 0,982 qui s'approche de 1. Ainsi, à chaque augmentation d'un élève, la réussite s'améliore de 0,96. Avec ces résultats, les classes pléthoriques favorisent la réussite.

Faut-il encourager les classes pléthoriques au vu des résultats de cette étude ? Cette interrogation renvoie à la question de savoir si le taux moyen de réussite observé (78%) reflète nécessairement la performance des élèves formés par ces écoles. En d'autres termes, les résultats obtenus par les élèves révèlent-ils exactement leur niveau intellectuel et leur performance ? Toutefois, il importe de préciser que les résultats de la présente étude ont été partagés avec une dizaine d'enseignants des instituts supérieurs d'Uvira, et il en ressort que le niveau des élèves à la sortie de l'école secondaire n'est pas appréciable. Une fois admis aux instituts supérieurs, ces élèves issus des classes à effectifs pléthoriques éprouvent des difficultés d'écriture à telle enseigne que certains enseignants remplacent la dictée de notes par des syllabus, voire des copies de résumés au tableau. Ainsi, des études méritent d'être faites pour élucider cette situation de peur de recommander les classes pléthoriques au vu des résultats obtenus dans le présent travail.

La présente étude a proposé l'expérimentation de la pédagogie des groupes associée à l'organisation des tests de directions des écoles en collaboration à la fois avec les inspecteurs de différentes disciplines et les parents représentés par leurs comités. Cette mesure devra s'accompagner par une sensibilisation des parents à travers des réunions organisées par les directions des écoles et du comité des parents, afin de les amener à s'approprier l'encadrement de leurs enfants à domicile.

Bibliographie indicative

Angrist, J. et Lavy, V., « “Using main monides” rule to estimate the effect of class size on scholastic achievement », *Quarterly Journal of Economics*, 114(2), pp. 533-576.

- Anzieu, D. et Martin, J., 1973, *La dynamique des groupes restreints*, Paris, PUF.
- Bressoux, P. et Lima, L., 2011, « La place de l'évaluation dans les politiques éducatives : le cas de la taille des classes à l'école primaire en France », in Journée des EDSE, *Analyser les politiques éducatives : outils, concepts et méthodes*, [En ligne : <http://webu2.upmf-grenoble.fr/sciedu/lima/bressoux/limageneve.pdf>, consulté le 14/06/19].
- CONFEMEN, 1991, *Répertoire méthodologique sur les techniques d'organisation et d'enseignement dans les classes à effectifs pléthoriques*, Dakar, CONFEMEN.
- Conseil Supérieur de l'Éducation du Québec, 1993, *Pour une école secondaire qui développe l'autonomie et la responsabilité*, Québec, Bibliothèque nationale du Québec.
- De Peretti, A., 1987a, *Pour une école plurielle*, Paris, Larousse.
- De Peretti, A., 1987b, *Les grands groupes et la pédagogie*, Paris, Dialogues et Cultures.
- Denis, C. et Marion, W., 2003, *L'Analyse statistique des données en psychologie : Concepts et méthodes de base*, Paris, Armand Colin.
- Diào, F., 2011, *Cours d'école et société, FIABI et FICI, UCAD, Sénégal*, [En ligne : http://www.fastef.ucad.sn/infos-fad/ecole_societe.pdf/ consulté le 30 juillet 2019].
- Dioum, A., 1995, *Enseigner dans une classe à large effectif*, Québec, Agence de Coopération Culturelle et Technique.
- Durkheim, E., 1977, *Éducation et sociologie*, Paris, PUF.
- Fofane, A., 2011, « Typologie des interactions dans les grands groupes : exemple de l'enseignement du langage oral au cours préparatoire », *Revue Électronique Internationale des Sciences du Langage*, pp. 55-80.
- Groupe de la Banque mondiale, 2015, *Revue des Dépenses Publiques du secteur de l'éducation en République Démocratique du Congo : Une Analyse d'Efficienc, d'Efficacité et d'équité*, Rapport N  ASC14542, Washington, Banque mondiale.

- Hanushek, E. et Raymond, M., 2005, *Does school accountability lead to improved student performance?* USA, *Journal of Policy Analysis and Management*, Vol. 24, No. 2, pp. 297-327.
- Konsebo, P.-M. et Sylla, S., 2015, *Pédagogie des grands groupes : Module d'autoformation pour les formateurs de formateurs du Burkina Faso*, Ouagadougou, Institut des Sciences.
- Labarere, J., 2012, « Corrélation et régression linéaire simple », *UE4 Biostatistique*, Grenoble, Université Joseph Fourier de Grenoble.
- Madana, N., 2006, *Pédagogie des grands groupes et éducation primaire universelle*, Paris, L'Harmattan.
- Marc, P., 2006, *Défis du développement en Afrique subsaharienne : L'éducation en jeu*, Paris, CEPED.
- Masilia Mulungula, P., 2019, « Exhortation à décourager le libertinage à l'Enseignement Supérieur et Universitaire en RD Congo », *Lettre adressée à Son Excellence Monsieur le Président de la RD Congo en date du 01 août 2019*.
- Mbikayi Mabuluki, S., 2018, « Préface », in MINESU RDC, *Cadre normatif du système LMD en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, MINESU, pp. ix-xi.
- Mingat, A. et Suchaut, B., 2000, *Les systèmes éducatifs africains : une analyse économique comparative*, Bruxelles, De Boeck.
- Ngamassu, D., 2005, « Problématique des grands groupes et didactique du français au Cameroun », *Cognition, représentation, langage*, [En ligne : <https://journals.openedition.org/corela/503/> consulté le 01 octobre 2019].
- Ngo Kopla, G., 2012, *Impact des effectifs pléthoriques sur l'encadrement pédagogique des élèves au Cameroun*, Mémoire de Maîtrise inédit, Chicoutimi, Université de Québec.
- Nyaluma Mulagano, A., 2012, *La prise en charge de l'enseignement de base par les parents en RDC : les recours possibles*, Nairobi, KAS Librairie Africaine d'Études Juridiques.
- OCDE, 2010, *Regards sur l'éducation de 2010 : Les indicateurs de l'OCDE*, Paris, OCDE.
- Ouellet, E., 2005, *Guide d'économétrie appliquée pour Stata*, Montréal, Université de Montréal.

- Paré-Kaboré, A. et Gambre-Idany, A., 2014, « Effectif par classe, performance scolaire des élèves et stratégies de gestion des grands groupes au Burkina Faso », *Revue internationale de communication et de socialisation*, 1(2), pp. 152-171.
- Piketty, T., 2004, *L'impact de la taille des classes et de la ségrégation scolaire sur la réussite scolaire dans les écoles françaises : une estimation à partir du panel primaire*, Paris, Jourdan.
- Piketty, T. et Valdenaire, M., 2006, « L'impact de la taille des classes sur la réussite scolaire dans les écoles, collèges et lycées français », *Les dossiers*, Paris, Jourdan.
- Roland, P., 2018, *La République Démocratique du Congo face au défi démographique*, Paris, Ifri.
- Territoire d'Uvira, 2008-2018, *Statistiques des populations nationales et étrangères*, Uvira, Statistiques.
- UNICEF, 1996, *La Révolution de l'éducation*, Paris, UNICEF.